



Turquie-Otan: Vers un délitement de l'alliance entre la Turquie et l'OTAN? (1/2)

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 22 janvier 2020

madaniya.info 21 janvier 2020

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Histoire et Géopolitique](#)

LE PRÉCÉDENT DE CHYPRE.

Le président Recep Tayyip Erdogan se livre en ce début 2020 à un exercice de grand écart, engagé militairement sur deux fronts la Syrie et la Libye, à plusieurs milliers de km l'un de l'autre, faisant face, sur le plan interne, à une dissidence de ses principaux lieutenants, Ahmad Davoud Oglo et Ali Babacan, à l'arrière plan d'une désaffection de l'OTAN à son égard.

Un exercice lourd de périls, qu'il juge néanmoins faste pour ses ambitions mais qui pourrait être néfaste pour sa longévité politique.

Le charme est en effet rompu entre la Turquie et l'Otan, et, sauf rebondissement spectaculaire, le partenariat noué il y a 70 ans à l'époque de la guerre froide soviéto-américaine, s'achemine vers son délitement malgré l'admiration de Donald Trump pour le président Recep Tayyip Erdogan, dont il a avoué être un «fan», et la connivence entre les deux gendres présidentiels, Jared Kushner (Etats-Unis) et le puissant ministre des Finances turc, Berat Al Bayraq, l'époux de la fille aînée du président turc, ISRA.

Rééditant le coup de Chypre 45 ans après, la Turquie a procédé à un coup de force militaire contre la Syrie, plaçant les pays occidentaux en porte à faux vis à vis de leurs supplétifs kurdes syriens, accentuant la défiance entre les deux partenaires de l'Otan.

Mais cette opération destinée à refouler les Kurdes de la région frontalière syro-turque en vue de dresser un barrage humain arabe face à l'irréductibilité kurde, constitué par les anciens réfugiés syriens de Turquie, a, d'une manière subsidiaire, démontré à la face du monde l'inanité des promesses occidentales à l'égard de leurs clients locaux. Se superposant à l'acquisition par Ankara des missiles S 400 russes, ce camouflet retentissant paraît devoir engager l'alliance entre la Turquie et l'Otan sur la voie d'un relâchement.

Par symétrie, l'opération turque «Source de Paix», lancée le 9 octobre 2019, a favorisé le déploiement des forces gouvernementales syriennes, pour la première fois depuis huit ans, à «l'Est de l'Euphrate», d'où elles étaient exclues par la présence djihadiste fortement protégée par la Turquie et ses alliés occidentaux.

(NDLR: Lancée le 20 juillet 1974 par le premier ministre Bulent Ecevit, l'invasion turque du nord de Chypre, dénommée comme de juste «opération Attila», a débouché sur une division de fait de l'île et l'occupation par la Turquie de 38 pour cent du territoire de ce pays. Le fait

que Chypre soit membre de l'Union Européenne et de l'Otan, qui abrite de surcroît deux bases britanniques, à Akrotiri et Dekehlia, ne lui a été d'aucun secours pour préserver son intégrité territoriale et sa souveraineté »)).

Présentée alors comme «la sentinelle avancée de l'Otan sur le flanc méridional de l'URSS», à l'apogée de la guerre froide soviéto-américaine (1945-1990), la Turquie se vivait dans un passe-droit permanent, en raison des avantages stratégiques qu'elle représentait pour l'alliance atlantique:

- A- La Turquie se plaçait au 2eme rang des puissances militaires de l'Otan par l'importance numérique de ses forces armées, de l'ordre de 400.000 soldats.
- B- La base d'Incerlik, mise à la disposition des Etats Unis, qui passe pour abriter des ogives nucléaires tactiques, constitue la plus importante base américaine hors de l'espace européen.
- C- Enfin, dernier et non le moindre des avantages: l'Alliance entre la Turquie et Israël, qui était présentée à l'époque par les propagandistes atlantistes comme «l'alliance des deux seules démocraties au Moyen Orient». Mais pour monstrueuse qu'elle ait pu être au regard de la morale, cette alliance contre-nature entre le premier état génocidaire du XXme siècle et un état abritant les rescapés du génocide hitlérien, était en fait une alliance de revers contre la Syrie, longtemps le verrou arabe du Liban, un des derniers pays arabes avec le Liban à ne pas avoir souscrit à un traité de paix avec Israël. Et, depuis la décennie 1990, la plateforme de ravitaillement stratégique du Hezbollah libanais, le cauchemar absolu des Israéliens.

Pour aller plus loin sur l'alliance Israël-Turquie

- <https://www.cairn.info/revue-outrre-terre1-2005-1-page-235.htm#>

En Octobre 2019, la donne a radicalement changé: Si l'opération «source de paix» a permis la constitution d'un glacis stratégique turc en Syrie à l'effet de peser sur les négociations portant sur l'avenir constitutionnel et politique de la Syrie, l'occupation de la partie nord de la Syrie, pourrait toutefois favoriser l'éclosion d'une guérilla anti turque, et justifier la reconquête par l'armée syrienne du secteur d'Idlib, le dépotoir absolu de tous les zombies criminogènes du terrorisme néo-islamique.

LES MISSILES RUSSES S-400, UN TOURNANT STRATÉGIQUE.

L'épreuve de force entre l'unique pays musulman membre de l'Otan et ses alliés occidentaux se déroule alors que la Turquie a opéré un tournant stratégique avec l'acquisition de missiles S-400 russes, faisant peser des risques sur la sécurité du système défensif atlantiste en ce que ce dernier cri de la technologie russe est incompatible avec le système de défense de l'OTAN.

Le Pentagone a émis la crainte que les S-400, dotés d'un puissant radar, ne parviennent à déchiffrer les secrets technologiques des avions militaires américains les plus récents.

La livraison des missiles russes est intervenue trois ans après la tentative de coup d'Etat militaire que la Russie avait contribué à faire échouer. Pilier oriental de l'Alliance atlantique depuis 1952, la Turquie a jeté un froid chez ses alliés en signant, en septembre 2017, un contrat de 2,5 milliards de dollars avec la Russie pour la fourniture de ces missiles.

Le balancement de la Turquie, voire sa duplicité, selon ses détracteurs, trouverait son origine dans la cuisante défaite du président Recep Tayyip Erdogan, lors de la 2^{me} mouture des élections municipales d'Ankara et Istanbul, le 23 juin 2019 et la volonté du président Erdogan de ménager les deux grandes puissances dans leur jeu régional.

Cette défaite dans une métropole dont il fut l'élu, augure en effet des jours difficiles pour son leadership en ce que l'écart de 800.000 voix entre le vainqueur et le vaincu pourrait fragiliser sa posture diplomatique.

Signe patent du désamour entre la Turquie et les pays européens, -jadis partenaires enthousiastes dans la destruction de la Syrie, par djihadistes interposés, particulièrement la France, surtout la France-, le thème de l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne, -la carotte que Bruxelles faisait miroiter à Ankara tenue en laisse-, a été gommé du débat public européen.

Les premiers missiles russes ont été livrés le 12 juillet 2019, malgré les mises en garde répétées des Etats Unis. Le pilier européen de l'OTAN, exarcebé par les forages pétroliers off shore turcs illégaux à Chypre, membre de l'Union Européenne, fait le pari secret que l'élection présidentielle de 2023 sera fatale au président Erdogan. L'intention lui est prêtée de s'employer dans la plus grande discrétion à la réalisation de son vœu.

LA RECONNAISSANCE DU GÉNOCIDE ARMÉNIEN PAR LES ETATS OCCIDENTAUX

Dans ce contexte intervient la reconnaissance par la France du génocide arménien par la Turquie, un génocide auquel les Kurdes, nouveaux alliés de la France, ont pris part pour des raisons de sectarisme religieux.

Cent ans après le massacre des ressortissants arméniens chrétiens de l'Empire Ottoman, la France a, en effet, décidé d'instaurer le 24 avril la «Journée nationale de commémoration du génocide arménien» dans une démarche de reconnaissance d'un fait historique indéniable. Mais pour méritoire qu'elle soit, cette décision apparaît tardive, incomplète et quelque peu opportuniste.

Pour aller plus loin sur ce thème :

- <https://www.madaniya.info/2019/04/24/la-reconnaissance-par-la-france-du-genocide-armenien-un-acte-tardif-incomplet-et-quelque-peu-opportuniste/>

Lui emboitant le pas, le congrès américain a adopté le 12 décembre 2019, une résolution reconnaissant le génocide arménien. La chambre des représentants des Etats-Unis a procédé à la même démarche, le 29 octobre 2019, reconnaissant à une immense majorité le «génocide arménien». Cette résolution avait été bloquée à plusieurs reprises au Sénat par les partisans républicains du président Donald Trump. Ankara a averti que la résolution adoptée désormais par les deux chambres du Parlement américain mettait «en péril l'avenir des relations» entre la Turquie et les Etats-Unis. Dans cette partie de poker-menteur, Turcs et Occidentaux disposent chacun de ses atouts.

Pour Les Occidentaux:

S'il venait à s'amplifier, le mouvement de reconnaissance du génocide arménien pourrait ouvrir droit à réparation de la part des ayant droits de près 1,5 millions arméniens victimes

du génocide turc et, du même coup, stigmatiser la Turquie du qualificatif infamant de «génocideur».

Le fardeau financier représenté par la gestion de la masse humaine concentrée dans cette zone tampon du Nord de la Syrie pourrait obérer le budget de l'économie turque. La Turquie abrite près de 4 millions de réfugiés syriens sur son territoire. Une présence qui suscite le mécontentement de la population et grève le budget turc en dépit de l'aide de l'Union Européenne de 6 milliards de dollars pour soulager la trésorerie turque. Le président Erdogan a menacé de libérer un nouveau flux migratoire des réfugiés syriens à destination de l'Europe si les Occidentaux ne lui accordaient pas une aide financière supplémentaire et ne faisaient preuve de compréhension à l'égard de son «cordon de sécurité» dans la région frontalière syro-turque où il parquerait les réfugiés syriens.

POUR LA TURQUIE:

La carte maitresse: Incirlik Air base, située à douze kilomètres à l'est de la ville d'Adana, elle accueille des éléments de l'United States Air Force in Europe, servant de support aux opérations de l'OTAN.

Elle dispose d'une piste principale de 3050 mètres et une autre de 2.740 mètres ainsi que 58 hangars durcis (HAS ou Hardened Aircraft Shelters). L'unité principale de la base est le 39 th Air Base Wing Selon la Federation of American Scientists, des bombes nucléaires américaines y ont été acheminées en février 1959 puis des missiles Honest John en mai de la même année. En 1986, la capacité totale était de 120 engins.

Au début de la décennie 2000, la base abritait environ 90 engins nucléaires pour une capacité de stockage maximale de 100. Dans la décennie 2010, environ 50 B61- sur les 150 à 200 engins nucléaires déployés par l'Otan en Europe - y étaient stockées.

2me atout- La localisation d'Abou Bakr al Baghdadi et la détention des membres de la famille du chef de Daech. La Turquie dispose d'une créance de taille à l'égard des Etats Unis. Ce sont en effet les services secrets turcs - à la demande expresse du président Recep Tayyip Erdogan- qui ont informé le Pentagone du lieu exact de la présence d'Abou Bakr al-Baghdadi - le chef de l'organisation «Etat islamique» (Dae'ch) - dans la localité de Baricha (gouvernorat d'Idlib) au nord-ouest de la Syrie. Pour aller plus loin sur ce point, cf ce lien : <https://prochetmoyen-orient.ch/apres-ben-laden-baghdadi-nomine-a-hollywood/>

3me atout: La détention de la famille d'Abou Bakr Al Baghdadi et les enregistrements sur l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Kahsoogi au consulat saoudien à Istanbul; Trois atouts qu'elle pourrait monnayer en contrepartie de la mansuétude occidentale

Le retour des djihadistes vers leur pays d'origine en Europe.

Plateforme du transit djihadiste vers la Syrie et du flux migratoire vers l'Europe, la Turquie a laissé entendre quelle pourrait rouvrir le robinet migratoire en temps opportun. Elle a entrepris de renvoyer, de manière parcimonieuse, aux Européens les terroristes égarés sur la terre du djihad en Syrie. De quoi constituer une belle caisse de résonance des turpitudes occidentales dans cette guerre, qu'il auront finalement perdu, en même temps que leur crédibilité moralisatrice. La Turquie a d'ailleurs renvoyé, à la mi-décembre 2019, une dizaine de djihadiste en France, le pays européen avec lequel les relations sont les plus dégradées.

5- LES KURDES, ÉTERNELS DINDONS DE LA FARCE.

Eternels dindons de la farce de la manigance occidentale, les Kurdes tant en Irak qu'en Syrie, paient un lourd tribut à leur politique erratique en ce que leur alliance avec les ennemis les plus résolus du Monde arabe a frappé de discrédit le leadership kurde, faisant peser une suspicion permanente quant à ses engagements futures.

Les Kurdes ont en effet autorisé l'installation d'une plateforme israélienne dans le Kurdistan irakien pour des opérations anti-iraniennes, servant de pisteurs aux Etats Unis, lors de l'invasion américaine de l'Irak en 2003, en contrepartie d'un état indépendant dans le Kurdistan irakien; En Syrie, ils ont rompu leur alliance avec l'opposition démocratique syrienne dont ils en assumaient la co-présidence, pour se placer sous la coupe de la France, -l'ancienne puissance mandataire de la Syrie, en contrepartie d'une fallacieuse promesse de la constitution d'un état croupion: deux projets tant en Irak qu'en Syrie mis en échec.

De l'accord d'Adana, en 1998, à l'accord de Sotchi, 2019, vingt et un ans après.

En 1998, l'accord d'Adana, signé le 20 octobre 1998 entre le président Süleyman Demirel (Turquie) et le président Hafez Al Assad (Syrie), a entraîné le démantèlement des bases du parti kurde de Turquie, le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan), en territoire syrien. La Syrie avait été contrainte de signer cet accord à la suite de la défection de son allié russe, en phase post soviétique.

En 2019, soit 21 ans plus tard, l'accord signé à Sotchi a donné à la Turquie le contrôle de fait d'une «zone de sécurité» dans la région frontalière syro turque.

L'accord signé le 23 octobre 2019 entre le président Vladimir Poutine (Russie), maître du jeu en Syrie, et le président Recep Tayyip Erdogan (Turquie), en refoulant la présence kurde de la région frontalière syro turque, a permis de juguler l'irrédentisme kurde tant vis à vis d'Ankara que de Damas.

Au vu de ce bilan calamiteux,-représenté par le double échec d'un état indépendant au Kurdistan irakien et d'un état autonome dans la zone kurdophone de Syrie- la population kurde de Syrie et d'Irak se doit de réclamer des comptes à leurs dirigeants respectifs afin de prévenir de futures dérives mortifères et la répétition de telles politiques suicidaires.

- <https://www.madaniya.info/2014/10/07/connivence-israelo-kurde-secret-polichine/le/>
- <https://www.madaniya.info/2018/01/05/le-mic-mac-de-la-france-dans-son-projet-de-creation-dun-etat-sous-controle-kurde-a-raqqa-en-syrie/>

6- LA PULSION VINDICATIVE DE L'ARABIE SAOUDITE À L'ENCONTRE DE LA TURQUIE D'ERDOGAN.

Incommodée par le tapage médiatique orchestré par la Turquie à propos de l'équarrissage de Jamal Kashoggi,l'Arabie saoudite entend faire plier le président Erdogan par le biais économique.

Selon l' «Emirates Policy Center», un think tank étroitement lié au gouvernement et aux services de sécurité des Emirats Arabes Unis, Riyad aurait donné l'ordre de mettre en œuvre un plan stratégique pour défier le gouvernement turc.

L'objectif de ce plan était d'utiliser «tous les moyens possibles pour faire pression sur le gouvernement d'Erdoğan, l'affaiblir et l'occuper avec des problèmes nationaux dans l'espoir

qu'il soit renversé par l'opposition, ou de l'occuper avec des crises successives, le pousser à déraiser et à faire des erreurs que les médias relèveraient sans doute».

L' «Emirates Policy Centre» s'est abstenu de commenter ce document intitulé «Rapport mensuel sur l'Arabie saoudite, Numéro 24, Mai 2019», et diffusé à une audience restreinte et destiné aux hauts dirigeants émiratis.

L'objectif de Riyad est de restreindre l'influence régionale de la Turquie et d'Erdoğan. «Le royaume commencera par cibler l'économie turque et faire pression en vue d'une cessation progressive des investissements saoudiens en Turquie, d'une baisse progressive du nombre de touristes saoudiens en Turquie tout en créant des destinations alternatives pour ces derniers, réduire les importations saoudiennes de biens turcs et, plus important, minimiser le rôle régional de la Turquie dans les questions islamiques », indique le rapport.

Selon le document, Mohammed Ben Salmane, le dirigeant de facto du royaume, a pris la décision d'affronter la Turquie suite à l'assassinat de Khashoggi par une équipe d'agents saoudiens dans le consulat du royaume à Istanbul.

Le meurtre du journaliste saoudien, chroniqueur du Washington Post, a suscité un scandale international, dû en grande partie à l'insistance de la Turquie sur le fait que Riyad devait rendre des comptes et faire preuve de transparence dans cette affaire. «Le président Erdoğan [...] est allé trop loin dans sa campagne calomniant le royaume, en particulier la personne du prince héritier, se servant de l'affaire Khashoggi de la manière la plus répréhensible qu'il soit», peut-on lire dans le rapport.

Riyad a conclu qu'Erdoğan avait échoué dans sa tentative de politiser et d'internationaliser l'affaire et qu'il était désormais temps d'organiser la riposte, indique le rapport

Les autorités saoudiennes ont empêché 80 camions turcs transportant des produits textiles et chimiques d'entrer dans le royaume via le port de Douba. Trois cents containers transportant des fruits et légumes en provenance de Turquie ont également été retenus au port de Djeddah, selon un responsable turc s'adressant à MEE sous couvert d'anonymat.

Le nombre de touristes saoudiens en Turquie a chuté de 15 % (de 276 000 à 234 000) au cours des six premiers mois de l'année 2019, selon des données publiées par le ministère turc du Tourisme. L'Arabie saoudite compte environ 2 milliards de dollars d'investissements directs en Turquie, selon des données du ministère turc des Affaires étrangères datant de 2018.

Cette année-là, les exportations turques en Arabie saoudite avaient été estimées à 2,6 milliards de dollars, tandis que les importations depuis le royaume s'élevaient à 2,32 milliards de dollars.

- <https://www.middleeasteye.net/fr/en-bref/exclusif-le-plan-strategique-de-larabie-saoudite-pour-mettre-la-turquie-au-tapis>

7 - L'ÉPREUVE DE FORCE EGYPTE-TURQUIE EN LIBYE À L'ARRIÈRE PLAN D'UNE CONVERGENCE ENTRE LA RUSSIE ET LES PÉTROMONARCHIES DU GOLFE.

En superposition au conflit avec l'Arabie saoudite, une épreuve de force se déroule entre la Turquie et l'Égypte à propos de la Libye pour le contrôle de ce pays pétrolier, frontalier de

l’Egypte, sur le flanc méridional de l’Europe, plaque tournante du djihadisme vers le Sahel et du flux migratoire vers le «vieux continent».

La Turquie soutient ouvertement le gouvernement de Favez Sarraj, reconnu internationalement, mais dont les forces armées sont essentiellement constituées des milices islamiques accourues en Libye avec les encouragements de l’Otan du temps du leadership du Qatar sur la séquence du «printemps arabe»

L’Egypte et Abou Dhabi, et d’une manière plus discrète la France, soutiennent le maréchal Khalifa Haftar, le grand vaincu de la bataille de Wadi Doum, au Tchad en 1984, officier félon libyen reconverti dans la collaboration avec la CIA, qui cherche à s’emparer du pouvoir à Tripoli.

L’enjeu sous-jacent de cette bataille est énergétique, avec la découverte d’importants gisements pétroliers off-shore en Méditerranée orientale. Un accord visant à assurer une liaison maritime entre Tripoli et les ports turcs a été conclu en décembre 2019 et Ankara a promis son soutien militaire au gouvernement Sarraj en cas d’agression de son rival Haftar.

Dans une rare convergence stratégique, La Russie se trouve dans le même camp que l’Egypte, certes, mais aussi l’Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, en soutien au Maréchal Haftar contre les islamistes de Tripoli. Deux mille paramilitaires russes ainsi que près de cinq mille mercenaires soudanais enrôlés par Abou Dhabi sont déployés en Libye pour faire barrage à la constitution d’un nouvel Emirat islamique sous le commandement d’Abdel Halim Belhadj, l’ancien N°3 d’Al Qaida, ancien chef des groupements islamiques libyens en Afghanistan parachuté à Tripoli par le Qatar en vue de la conquête de Tripoli, mais ralliés désormais à Daech.

Pour aller plus loin sur l’intrinsation d’Abdel Hakim Belhaj, gouverneur de Tripoli, cf; ce lien:

- <https://www.renenaba.com/libye-an-iii-post-kadhafi-un-incubateur-de-dictateurs/>

La Turquie a commencé ses prospections pétrolières au large de la partie nord de Chypre, occupée par les forces turques, suscitant la constitution d’une coalition hostile à ses visées, regroupant l’Egypte, la Grèce, la France, la Russie, Israël, l’Italie et l’Autorité Palestinienne sous le couvert du «forum gazier de la Méditerranée orientale».

Le Liban et la Syrie ont refusé de se joindre à ce forum, dont l’objectif apparent est économique, gazier plus précisément, en réalité militaire.

8 - A PROPOS DE LA RIVALITÉ GULEN- ERDOGAN

Fethullah Gülen, intellectuel musulman turc, apatride depuis 2017. est l’inspirateur du mouvement Gülen, aussi appelé le mouvement Hizmet («service»). Il vit depuis 1999 en Pennsylvanie, aux États-Unis, où il s’est exilé. Gülen enseigne une version de l’Islam qui prend sa source dans les enseignements du penseur musulman Saïd Nursi (1878-1960), revisités par la modernité.

Gülen a exprimé sa croyance en la science, au dialogue interconfessionnel et en la démocratie. Il a amorcé un dialogue avec différents représentants religieux, dont l’exemple emblématique fut une rencontre avec le pape Jean-Paul II.

Son mouvement, fort de ressources estimées à 50 milliards de dollars, se compose de

centaines d'établissements scolaires et de médias parmi les plus importants du pays, lui permettant de posséder une influence considérable. Fethullah Gülen a été décrit dans des médias anglophones comme «l'une des personnalités musulmanes les plus importantes au monde».

Entre 2002 et 2011, Gülen a soutenu le gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan. Mais à partir de 2010, il commence à critiquer les choix d'Erdoğan, contestant notamment ses critiques d'Israël et les négociations entreprises avec les rebelles kurdes. Les relations se sont tendues jusqu'à la rupture, fin 2013.

En 2014, après la révélation d'affaires de corruption impliquant des ministres et cadres du parti gouvernemental, le mouvement Gülen, accusé d'être à l'origine de la révélation des affaires et de tentative de déstabilisation, est déclaré terroriste et sévèrement réprimé. Un mandat d'arrêt est lancé contre Gülen.

En 2015, le président Erdogan l'accuse de vouloir réaliser un coup d'État en Turquie par le biais d'un pouvoir parallèle. Le 17 septembre 2015, un procureur turc a requis une peine de 34 ans d'emprisonnement à son encontre. Le 13 septembre 2016, le gouvernement turc demande formellement son arrestation aux États-Unis.

Le 2 avril 2018, le gouvernement turc l'accuse également d'avoir commandité l'assassinat de l'ambassadeur russe Andréï Karkov le 19 décembre 2016, et émet un nouveau mandat d'arrêt contre lui.

9 - BILAN DE LA RÉPRESSION ANTI GULEN

Deux cents (200) maisons d'édition, de journaux, de radio ou de chaînes de télévision ont été fermées. 80 écrivains poursuivis ou emprisonnés. Des centaines de journalistes empêchés d'exercer leur fonction.

301.878 livres signés du nom de Gulen ou ayant un rapport avec lui ont été détruits dans les écoles et bibliothèques. Des manuels de géométrie ont été pilonnés à cause d'un exercice montrant une droite qui menait du point F au point F (FG), les initiales de Gulen. Le Palais de Justice de Denizli, à l'est d'Izmir, ont courageusement fait changer les plaques minéralogiques des voitures de service portant les lettres F et G.

La rue du Rire (Gulen en turc) à Istanbul a été débaptisée et 1,8 millions de manuels scolaires étaient brutalement retirés de la circulation, selon Le Canard Enchaîné du 21 Aout 2019 (page 8 «livres de rage», qui ne mentionne pas la considérable épuration dans les rangs de l'armée et de la justice, objet d'une comptabilité à part.

En contre champs, le régime Erdogan a ouvert cinq cents mosquées au cours des cinq dernières années, contre 50 bibliothèques. Et le résultat est visible.

C'est ce pays là qui a été choisi par les Occidentaux pour servir de fer de lance au combat pour l'instauration de la démocratie en Syrie....en tandem avec la France.

René Naba

Source de l'image en vedette : medyaturk.info

Articles Par : René Naba

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres" (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI^{ème} siècle" (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca